

Faits saillants du Tour d'Horizon

Aucun exemple n'est un modèle parfait, mais la célébration de quelques pistes porteuses est inspirante.

Pourquoi une participation citoyenne?

L'objectif d'une participation citoyenne accrue peut être d'égaliser les rapports de pouvoir. La société civile peut être vue comme un contrepouvoir et une source de légitimité. Mais pour que la société civile puisse jouer ces rôles autour de la table, non seulement elle doit y siéger, mais il faut également qu'il y ait une distribution égale ou équitable des capacités à mettre de l'avant des préoccupations et des enjeux, ainsi que des espaces où elle peut être partie prenante de l'ensemble du processus de l'action, pas juste à la toute fin comme élément de validation ultime.

Le sentiment d'appartenance est essentiel à l'action territoriale.

Comme pour la participation des organismes aux démarches collectives, ça prend un sentiment d'appartenance au territoire pour avoir envie de participer au développement de sa communauté ou de son territoire. Les acteurs des démarches territoriales ayant pris part au Tour d'horizon remarquent que la participation citoyenne se vit principalement par le biais des espaces vécus, peu importe leur échelle (une MRC, une ville, un quartier). Elle est plus difficile à l'échelle d'une région, mais non moins essentielle puisque l'action territoriale se fait difficilement sans attache au territoire, quel qu'il soit.

Ça prend du temps et de l'argent.

Les acteurs des démarches territoriales disent que pour soutenir la participation citoyenne, les bailleurs de fonds doivent reconnaître que ça prend du temps et de l'énergie (donc des ressources) pour y parvenir, surtout si un mouvement citoyen est souhaité au-delà de la participation de quelques individus ou de la simple validation. L'objectif n'est pas, non plus, de représenter ou de faire siéger toute la population, mais de miser sur des strates de la population ou des moments de construction ensemble pour favoriser une vision commune et une mobilisation large de la société. C'est un long processus. Les liens peuvent être fragiles, la communication et la confiance entre les différents types d'acteurs, difficiles. Cela demande de mettre en place différentes stratégies pour y arriver : forums citoyens, financement plus ciblé, critères d'attribution des fonds revus en fonction des exigences de temps et d'énergies liés à la participation citoyenne, brigade communautaire, etc.

Prioriser les lieux d'implication.

Il est important de choisir, avec les citoyen.nes, là où c'est le plus important d'avoir leur participation, là où elle contribue le plus, où elle génère aussi le plus leurs sentiments d'être utiles et considérés en tant qu'acteurs à part entière. Ça peut se jouer dans les processus (la manière de les impliquer, ex : par un budget participatif), la gouvernance (les endroits où on les invite) et la consultation (forums citoyens, assemblées, etc.). Une gouvernance et une participation adaptée et variable en fonction des acteurs offrent des options d'implication diversifiées à différentes parties prenantes (citoyens, organismes, etc.). On cherche à placer les bonnes personnes à la bonne place : pas besoin d'inviter tout le monde à chaque rencontre. Puis, des projets concrets génèrent l'engagement d'acteurs à première vue moins intéressés par la concertation ; la concertation devient alors un moyen vers une fin plus grande en réponse aux préoccupations citoyennes. Les enjeux de l'aménagement du territoire et de l'environnement semblent plus mobilisateurs.

Un exemple imparfait à célébrer pour un grand éventail d'idées.

Durant le Tour d'horizon, il a été question d'une démarche qui offre du soutien collectif aux tables de quartiers qui mettent les citoyens au cœur de leurs actions. Elle le fait par différents moyens. Elle s'est dotée d'une stratégie de soutien au bénévolat en collaboration avec le centre d'action bénévole local. Elle organise une fête de reconnaissance des bénévoles. Elle offre du soutien financier et professionnel aux organismes bénévoles et aux groupes citoyens. Elle organise des consultations citoyennes sur divers projets à la Ville : parcs, plan en immigration, plan en accessibilité universelle, forum jeunesse, etc. Des programmes s'adressant spécifiquement aux citoyen.nes sont organisés pour faciliter leur mobilisation à différentes échelles et de différentes façons : Conseil municipal jeunesse, programme de fêtes de voisinage, soutien aux jardins communautaires et collectifs, promenade de Jane, etc. Les instances de la Ville, telles que le conseil d'arrondissement et le conseil municipal, sont ouvertes aux citoyen.nes pour des questions et sont diffusées sur le web pour y faciliter l'accès.

Facilitateurs de la participation.

La question de la participation citoyenne est une question de partage des leviers politiques et financiers, mais il s'agit aussi d'une question de logistique. Plusieurs moyens pour faciliter la participation citoyenne ont été nommés lors du Tour d'horizon : prévoir des rencontres en ligne ou en soirée, offrir un service de garde et du transport pour les rencontres en personne, prévoir des interprètes, prévoir d'autres moyens que l'écrit, réserver des places pour les citoyen.nes, dynamiser les techniques d'animation, etc. De plus, il peut être facilitant de jumeler un.e intervenant.e aux citoyen.nes pour les aider à se préparer et à se rendre plus à l'aise de s'exprimer, surtout si l'enjeu discuter publiquement concerne un vécu difficile.

Freins à la participation citoyenne.

Il peut être intimidant pour un citoyen de se retrouver avec plusieurs types d'acteurs autour d'une table de concertation multipartite. Surtout dans ces cas-ci : quand les autres acteurs y siègent à partir d'une posture professionnelle ; quand il manque de mixité sociale, en soi ou en lien avec l'enjeu abordé ; que les processus de dialogue ou de prise de décision leur sont étrangers ou méconnus. Comme autres freins, il y a aussi le fait que plusieurs personnes sont analphabètes fonctionnelles, ce qui rend l'exercice d'une citoyenneté professionnalisée ardue. On note également que les gens ne connaissent pas nécessairement les lieux de consultation et les endroits où s'adresser aux élu.es, qu'il manque de lieux formels de rencontre citoyenne et que l'anxiété sociale du déconfinement touche encore beaucoup certaines personnes.

Inclusivité et effet de la participation citoyenne sur nos structures.

La participation citoyenne inclusive (peuples autochtones, diversité ethnoculturelle, diversité socioéconomique, etc.) ouvre des possibles puisqu'elle multiplie les perspectives et les parties prenantes, mais elle pose aussi le défi de ne pas pouvoir tout faire ni pouvoir inclure toutes les diversités. À cette diversité, il est important de considérer les différentes réalités des populations vivant dans des milieux urbains, ruraux, centraux, limitrophes, éloignés, etc., et donc leurs besoins différents afin de les mobiliser davantage. La participation citoyenne inclusive pose aussi le défi de devoir se remettre en question, individuellement et collectivement.

Les personnes accompagnant des démarches dans le cadre du Tour d'horizon remarquent que oui la participation citoyenne augmente la capacité collective d'agir, mais dans les faits, il s'agit d'un souhait à intensité variable de la part des acteurs sectoriels d'une instance de concertation, puisque ça vient brasser des dynamiques partenariales et des acteurs souvent bien assis, stables et organisés. La mobilisation citoyenne remet en question le statu quo, les manières de faire. Les acteurs du

Faits saillants du Tour d'Horizon et d'une production de l'OVSS.

développement des communautés sont-ils prêts à accueillir des postures et des rythmes différents autour de la table, par exemple, une volonté d'action citoyenne souvent plus rapide en contraste avec une pratique gestionnaire généralement plus lente et avec plus de considérations ? Les acteurs du développement des communautés peuvent-ils faire de la place à l'écologie et aux questions de la transition qui sont devenues pratiquement incontournables lorsque la participation citoyenne est de la partie ?

Un levier et une légitimité.

En raison de la nature du fonctionnement de notre système politique municipal et national, la participation citoyenne à une démarche de développement des communautés lui donne plus de poids auprès des élu.es qui sont attentifs aux demandes de la population.

L'alliance.

La participation citoyenne peut donner à une communauté la capacité de bloquer un projet qu'elle juge néfaste. En effet, les personnes accompagnant le Tour d'horizon ont décrit des exemples où, par la coalition des acteurs territoriaux, citoyen.nes et politiques autour d'un enjeu transversal commun, il devient possible de développer à la fois la capacité collective d'agir, la capacité de réagir à ce qui se passe dans son environnement ainsi que la capacité d'agir de manière rapide et structurante. Lorsqu'une démarche en DC appuie une mobilisation citoyenne autour d'un projet ou d'une initiative en lien avec la transition socioécologique par exemple, ceci lui donne davantage de leviers d'action et de légitimité. L'alliance de ces forces sur un territoire peut faciliter la négociation avec la Ville pour qu'elle puisse agir dans le sens de la transition même si cela implique qu'elle le fasse en opposition à des intérêts industriels privés, en permettant, par exemple, l'implantation d'une forêt nourricière ou d'espaces verts collectifs plutôt que l'aménagement d'un stationnement ou d'un complexe industriel. Par ailleurs, on constate que des convergences entre les démarches en développement des communautés et les mobilisations citoyennes axées sur la transition surviennent autour d'enjeux qui rejoignent le quotidien des populations tels que l'environnement et l'aménagement du territoire.

Une participation citoyenne est-elle garante de l'expression de l'intérêt commun et collectif?

La participation citoyenne au sein des démarches territoriales semble rarement dépasser la voix individuelle de quelques personnes. Il semble difficile d'aller vers une voix collective de la participation citoyenne : est-il possible d'avoir une participation citoyenne entièrement tournée vers le bien commun et la mobilisation collective ? À quoi ressemblerait-elle ? De quelle manière se manifesterait-elle ?

Autres considérations – sous forme de questions :

- La participation citoyenne, lorsque présente, est souvent homogène. Comment la diversifier ?
- L'institutionnalisation de la participation citoyenne est-elle une bonne voie ? Cette proposition va à l'encontre de sa spontanéité et de son autoformation et peut-être même de sa propension à se réunir autour d'enjeux spécifiques jugés essentiels et urgents. Est-ce qu'on confond la fin de la participation avec le moyen ? À quoi sert ultimement la participation citoyenne ?
- Ce n'est pas tout le monde qui veut participer à titre de citoyen.ne. Il y a aussi un grand sentiment d'impuissance collectif qui démobilise.
- La participation citoyenne est-elle toujours souhaitée ? Parfois, les municipalités ne consultent leurs populations que parce qu'elles y sont obligées.
- Que fait-on avec des citoyen.nes qui ne font que nuire aux processus collectifs ou qui ont comme seuls motifs de faire avancer des enjeux personnels ou corporatifs ? Donc, que faire de la participation citoyenne qui n'est pas au service de l'amélioration des conditions de vie de la collectivité ou du bien commun ?